



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant actualisation des prescriptions techniques que doit respecter la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SAINT-GAUDENS**

N° 1 2 3

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier son article 10.1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société PYRENECELL, par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de pâte à papier sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 autorisant la société TEMBEC à succéder à la société PYRENECELL pour exploiter l'usine de fabrication de pâte à papier, sur le territoire de la commune de Saint- Gaudens ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009, modifié et complété notamment par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2018, actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC ST GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 actant notamment le changement de dénomination sociale de la société TEMBEC qui se nomme désormais FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS ;

Vu le dossier de porter à connaissance adressé, le 12 septembre 2023, par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, référencé 23-2735 v3, relatif à la modification projetée de l'entrée principale de son site de Saint- Gaudens ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 novembre 2023 ;

Considérant qu'au travers du porter à connaissance susvisé, établi conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS a procédé à une analyse des effets et des impacts potentiels sur l'environnement de son projet ;

Considérant que la demande de modification n'augmente pas substantiellement les rejets ou nuisances liés aux installations, ni les conclusions de l'étude de dangers du site ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer l'implantation d'un bassin d'infiltration pour une partie des eaux pluviales recueillies à l'entrée du site ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur, par courriel en date du 15 novembre 2023 et dont la société a accusé réception le même jour ;

Considérant que la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, par un courriel du 16 novembre 2023, a indiqué ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1er** – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, sur la commune de Saint-Gaudens, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 modifié et complété susvisé.

**Art. 2.** – Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance du 12 septembre 2023 susvisé, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des arrêtés ministériels des 10 septembre 2020 et 2 février 1998 susvisés.

**Art. 3.** – Les dispositions suivantes de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2009 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

A l'exception des eaux pluviales issues de la zone B de l'entrée du site définie à la page 15 du porter à connaissance du 12 septembre 2023, le point de rejet des eaux dans le milieu naturel est unique : il regroupe les eaux résiduelles traitées, les eaux pluviales et les eaux non polluées. Le rejet se fait dans la Garonne.



Il existe un déversoir d'orage des eaux pluviales provenant du parc à bois qui se rejette dans le canal d'Aunée.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduares sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les eaux pluviales issues de la zone B définie ci-dessus sont collectées par un réseau étanche puis dirigées vers une rétention étanche d'un volume minimum de 150 m<sup>3</sup> et obturable à l'aide d'une vanne manuelle de sectionnement. Un débourbeur/séparateur à hydrocarbures est disposé en aval de cette vanne. Les eaux en sortie de ce séparateur sont dirigées vers un bassin d'infiltration. L'ensemble de ce dispositif est dimensionné pour une pluviométrie correspondant à une fréquence de retour de 20 ans.

**Art. 4.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 5.** – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>re</sup> du code de l'environnement.

**Art. 6.** – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art. 7.** – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Saint-Gaudens et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Saint-Gaudens pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 8.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS.

Fait à Toulouse, le

24 NOV. 2023

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,

Serge JACOB

